

LE JOUR, 1951
23 FÉVRIER 1951

POLITIQUE EXTÉRIEURE (Suite)

Des signes nombreux montrent le travail de politique étrangère actuellement en cours à l'intérieur des pays de la Ligue arabe. Le fait n'est pas nouveau ; il se manifeste avec une évidence nouvelle. C'est une matière délicate sur laquelle il est naturel qu'on se montre réservé.

Les grandes lignes du problème sont claires : **organiser et faciliter une éventuelle défense collective, prendre à cet effet un certain nombre de mesures comportant ou permettant des rapprochements divers. Une telle attitude, louable dans son principe, peut conduire à des difficultés et à des empiètements sur le terrain politique. Elle appelle la réflexion et la vigilance.**

Ce n'est pas pour rien que nous préconisons depuis un certain temps une formule plus large que celle qui se discute.

Les Anglais rappellent que leurs forces sur le Canal de Suez sont “en mesure de répondre immédiatement au premier appel de l'un quelconque des Etats arabes” qui viendrait à être menacé. Il devient éclatant par là que la présence britannique sur le Canal n'intéresse plus l'Egypte seule. Cela n'a jamais été un secret ; mais pour la marche et l'évolution de la politique égyptienne, l'affirmation de cette présence prend une résonance nouvelle. Une fois de plus l'Egypte tient dans ses mains la solution d'un problème angoissant. Il dépend d'elle d'orienter le destin ou de le subir en suivant le cours des événements au lieu d'en montrer le chemin.

Nous nous demandons si du Caire cela se voit aussi clairement que de Beyrouth. Un certain recul se recommande pour mieux voir l'horizon.

Le Ministre de Sa Majesté Britannique à Damas a rappelé également **que la déclaration tripartite franco-anglo-américaine garantit les frontières actuelles des Etats du Moyen-Orient** ; mais comment cette garantie est-elle compatible avec une fusion partielle d'Etats arabes qui serait librement consentie et à quoi le Royaume-Uni dit ne pas s'opposer ? **N'y a-t-il plus un équilibre vital dans ce Proche-Orient ? Et le roi d'Egypte et le roi d'Arabie comment consentiraient-ils sans se nuire gravement à la rupture de cet équilibre?**

La vérité c'est que tout le Proche-Orient devrait adhérer à une formule de sécurité plus large. Et ce n'est sans doute pas le Gouvernement de Londres qui y ferait objection. L'avenir des pays de la ligue arabe commande à ces pays de prendre des contacts avec le reste du monde méditerranéen. La besogne de coordination que l'Angleterre fait sur le plan du pacte atlantique, il serait raisonnable de nous y associer.

La Grèce et la Turquie multiplient leurs démarches ; les nôtres pourraient les rejoindre. Et la Méditerranée que nous appelions naguère une poche de l'Atlantique, trouverait en liaison avec le Pacte atlantique une meilleure défense ; **cela se pourrait faire par le moyen préalable d'un pacte méditerranéen.**

Chacun des pays de la Ligue arabe s'il ne progresse pas dans cette voie se prépare des désillusions et des regrets. La défense de "l'Occident" et celle du Proche-Orient ne peuvent plus être tenues pour distinctes. Si l'on est convaincu de cela, il faut en tirer la leçon.